

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 avril 1943,—Etat indiquant:—1. Combien d'employés à traitement nominal sont, ou ont été, au service du gouvernement, ou de l'un de ses ministères, depuis le commencement de la guerre actuelle?

2. Quels sont leurs noms, adresses et titres de compétence, et à quelle date chacun d'entre eux a-t-il été nommé?

3. A quelle société ou compagnie chacun de ces employés était-il attaché avant d'entrer au service du gouvernement?

4. Quels sont, parmi ces employés, ceux qui sont encore au service de ces sociétés ou compagnies?

5. Quels sont, parmi ces employés, ceux qui retirent encore un traitement ou sont directeurs de ces sociétés ou compagnies?

6. L'une quelconque de ces sociétés ou compagnies a-t-elle obtenu des contrats du gouvernement depuis le commencement de la guerre actuelle?

7. Le cas échéant, à quelle ou quelles dates et pour quel ou quels montants dans chacun des cas?

M. MacKinnon (Edmonton-ouest), membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Cinquante-et-unième rapport annuel du ministère du Commerce pour l'année financière se terminant le 31 mars 1943. (Versions anglaise et française.)

Et aussi,—Rapport annuel de la Commission des grains du Canada pour l'année 1942.

M. Gardiner, membre du Conseil privé du Roi, dépose devant la Chambre par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du ministre de l'agriculture du Dominion du Canada, pour l'année terminée le 31 mars 1943. (Versions anglaise et française.)

Aussi,—Rapport sur l'application de la loi d'assistance à l'agriculture dans les Prairies durant l'année-récolte 1942-43.

Par ordre de Son Excellence le Gouverneur général, M. Gibson, membre du Conseil privé du Roi, dépose aussi sur le Bureau:—Rapport annuel du ministère du Revenu national, avec des états relatifs aux droits de douane et d'accise, et autres impôts aux ports d'entrée ou de sortie; l'accise et le revenu du Dominion du Canada pour l'année financière terminée le 31 mars 1943.

M. Mitchell, membre du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table.—Rapports présentés par la Commission nationale du travail en temps de guerre à la suite de l'enquête tenue au cours de 1943 sur les conditions de travail au Canada. (Versions anglaise et française.)

Il dépose aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 28 juin 1943,—Dossier montrant:—1. Par division administrative, quel a été le nombre réel des particuliers appelés au service militaire en vertu des dispositions de la loi de mobilisation des ressources nationales?

2. De ceux qui ont été appelés, dans chaque division, quel est le pourcentage de ceux qui ont négligé de se présenter volontairement?

3. Dans chaque division, quel est le pourcentage de ceux qui ont été appelés au service militaire et qui n'ont pas répondu à l'appel?

4. Parmi ceux qui ont répondu à l'appel, combien ont demandé à être exemptés du service militaire parce qu'ils étaient des objecteurs de conscience?

5. Dans chaque division, parmi ceux qui ont demandé à être exemptés parce qu'ils étaient des objecteurs de conscience, quel pourcentage a été réellement exempté du service militaire?

6. Parmi ceux qui ont été arrêtés pour avoir négligé de se présenter au service militaire ou au travail alternatif, quel pourcentage, par division administrative, (a) a été emprisonné ou a été emprisonné et condamné à payer l'amende, (b) a eu le choix de l'emprisonnement ou de l'amende?